

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89 Rue Weber  
CS 52002  
30900 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 25/02/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SALA GRANITS**

Petit Roc Taillé

30000 NIMES

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2022 dans l'établissement SALA GRANITS implanté au lieu-dit "Petit Roc Taillé" 30000 NIMES. L'inspection a été annoncée le 24/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du PPC afin de préparer dès à présent les échéances de fin de l'autorisation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SALA GRANITS
- Petit Roc Taillé 30000 NIMES
- Code AIOT dans GUN : 0006600617
- Régime : Autorisation

La carrière est destinée à l'exploitation de blocs de calcaires pour la pierre de taille et notamment pour assurer des opérations de restauration des monuments sur la Ville de Nîmes.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation d'exploitation de la carrière, Garanties financières, bilan d'activité, plans et panneauage

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
plans	Arrêté Préfectoral du 20/12/1991, article 2,1	/	Sans objet
Garanties Financières	Code de l'environnement, article Art. R.516-2	/	Sans objet
rapport	Arrêté Préfectoral du 20/12/1991, article 3.52	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Aménagements préliminaires.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	/	Sans objet
bis	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16	/	Sans objet
côte	Arrêté Préfectoral du 20/12/1991, article 3.113	/	Sans objet
Bords	Arrêté Préfectoral du 20/12/1991, article 3.116	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité de la carrière a été fortement réduite l'an dernier. L'activité est liée aux marchés obtenus par l'entreprise. L'échéance de la fin de l'autorisation actuelle prévue au 24 décembre 2024 nécessite dès à présent de fixer une stratégie pour engager les démarches administratives nécessaires en fonction du choix final retenu.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Aménagements préliminaires.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, panneau accès
<b>Constats :</b> La visite a permis de vérifier la présence du panneau sur le site de la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** bis

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PGD
<b>Constats :</b> Par courrier remis lors de la visite, l'exploitant indique que son activité ne génère pas de déchets et n'est pas soumise à plan de gestion des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/1991, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, parcelle
<b>Constats :</b> La plan de la carrière n'a pas été présenté au cours de la visite. Il est demandé de le présenter à jour de la situation d'avancement de l'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : GF**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/10/2015, article Art. R.516-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, GF
<b>Constats :</b> L'actualisation des garanties financières n'a pas été transmise. L'exploitant indique avoir réalisé la mise à jour de ces garanties qu'il convient désormais d'adresser à la préfète.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : côte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/1991, article 3.113
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, altimétrie
<b>Constats :</b> Au cours de la visite, la mesure de l'altimétrie du site a montré que la côte minimale est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Bords**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/1991, article 3.116
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, limite exploitation
<b>Constats :</b> La zone d'exploitation de la carrière reste sur la parcelle référencée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : rapport**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/1991, article 3.52
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déclaration
<b>Constats :</b> L'exploitant doit rédiger un rapport annuel d'activité portant sur le bilan de l'année écoulée et transmettre les éléments dans l'application GEREP avant le 31 mars de l'année en cours.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet